

RHÔNE ECOLE

La réforme des rythmes scolaires provoque encore des frictions

Fortement contestée au départ, la réforme est encore critiquée chez les enseignants tandis que les communes trouvent l'addition salée.

Quel que soit l'emploi du temps instauré, et même si les familles s'habituent, la réforme des rythmes traîne encore son lot de récriminations.

Selon le Snudi-FO (syndicat minoritaire chez les enseignants des écoles) aucune organisation de l'emploi du temps ne résout les problèmes. Très opposé, dès les prémices, à la réforme, le Snudi-FO a organisé un rassemblement, avec une cinquantaine de personnes, hier après-midi, devant le rec-

“ Les conditions de travail des enseignants se sont dégradées ”

Le Snuipp-FSU

torat de Lyon avec une critique principale. « L'ingérence des municipalités, la confusion scolaire/périscolaire remettent en cause le fonctionnement de l'école et le statut des enseignants ». A l'appui, une pétition signée par environ 669 enseignants.

Le Snuipp-FSU se montre également insatisfait de l'organisation de la semaine des écoliers. Le 3 décembre, lors d'une réunion sur le suivi de la réforme, le syndicat (majoritaire) a joué les trouble-fê-



■ Photo d'illustration Le Progrès

te, en ironisant sur le satisfecit affiché par les différents acteurs. Le Snuipp juge plutôt que les conditions de travail des enseignants se sont dégradées et que les mairies réduisent les moyens accordés au secteur scolaire, afin de financer les activités du temps périscolaire.

Ces deux points émergent, en effet, à la lecture d'une petite centaine de témoignages d'enseignants recueillis par le Snudi-FO.

En ce qui concerne les conditions de travail, plusieurs enseignants vivent les activités périscolaires comme une intrusion. « Classes réquisitionnées » à Bron, « découvertes en bazar le lendemain matin, casiers fouillés et cahiers perdus » à Gleizé.

En maternelle, on évoque « la fatigue des élèves »

D'autres dénoncent l'écart en termes d'exigences. « De nombreux animateurs disent « salut » aux enfants et « checkent » avec eux pour se mettre à leur niveau et avoir l'air « jeune », « cool » ou « branché » [...] Il n'est pas cohérent d'avoir deux discours différents sur les mêmes lieux d'exercice et avec les mêmes enfants. », signale-t-on à Lyon. Reproche repris à Villeurbanne, ou Rillieux... Nombre d'enseignants (Bron, Jons, Dommartin, Lyon, Sainte-Foy-lès-Lyon) évoquent la « fatigue des enfants » notamment ceux de maternelle. « En fin de semaine, une partie des élèves dort, une

autre est surexcitée et moi, ma patience et ma capacité d'analyse immédiate des difficultés et situations décroît de jour en jour jusqu'au vendredi », indique une enseignante de Vaulx-en-Velin. « C'est ainsi que je planifie maintenant mes séances de manière à positionner, en début de semaine, tout ce qui exige le plus de présence, attention et calme de la part des élèves. ».

Enfin, plusieurs enseignants ont aussi l'impression que les moyens dédiés au fonctionnement des écoles sont en baisse, sentiment corroboré ici et là par les représentants des communes, qui cherchent, en effet, des économies pour maintenir leur offre périscolaire.

Muriel Florin

REPÈRES

A chacune son rythme

119 communes sur 274 n'entrent pas dans le cadre général prévu initialement, à savoir neuf demi-journées travaillées et un allègement quotidien.

91 d'entre elles appliquent la réforme dans un cadre expérimental : 8 demi-journées de cours en libérant par exemple le vendredi après-midi pour le périscolaire.

28 ont un emploi du temps dérogatoire : une ou plusieurs demi-journées excèdent 3 h 30 et les journées 5 h 30. Cette année

25 communes ont basculé vers le cadre expérimental ou dérogatoire. Le Rhône, dans son ensemble, présente un faible pourcentage de communes appliquant le cadre général (86% à l'échelle nationale).

Les communes cherchent des sous

Les communes ont plutôt tendance à faire bonne figure. Elles préfèrent mettre en avant des activités périscolaires « de qualité » plutôt que d'avouer, spontanément, leurs difficultés. Mais lorsqu'on les questionne, elles avouent qu'elles cherchent des économies... Et c'est parfois sur le secteur scolaire, ce que ressentent les enseignants, que celles-ci sont dénichées.

À Saint-Fons, les activités sont devenues payantes. Selon un enseignant, les élèves les plus défavorisés « qui n'ont pas les moyens d'y aller rentrent chez eux retrouver

leur console ou traînent dans la rue ».

À Givors, pour construire son offre périscolaire, la municipalité a d'abord réaffecté la moitié des heures dédiées aux interventions culturelles dans les écoles. Puis elle a tenté de réduire le nombre de maîtres nageurs, puis le remplacement des Atsem en congé maladie. Au final, tout reste quasiment gratuit, mais la charge pèse 300 000 € par an après les aides de l'État, souffle Aïssa Bennessaoud, responsable du secteur jeunesse, sport et culture au sein de la municipalité.

À Sainte-Foy-lès-Lyon, la réflexion a commencé... et se poursuit. La municipalité a légèrement raboté les crédits manuels et fournitures et cherche encore à « rationaliser » les achats, ou les postes.

Ici, on regarde par exemple si des économies peuvent être réalisées sur le transport des écoliers ou sur le ménage dans les classes. « Mais nous sommes partis de très haut, avec beaucoup d'heures d'interventions sur le temps scolaire et 4 h 30 d'activités périscolaires », précise Catherine Moussa, l'adjointe à l'Éducation.